

Alexandre Ier et Talleyrand de Tilsit au Congrès de Vienne, retour sur une relation complexe, par M.P. Rey

Ancienne élève de l'ENS, agrégée d'histoire, docteur habilité en histoire, MP Rey est professeur d'histoire russe et soviétique et directrice du centre de recherche en histoire des Slaves à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Le 1er juin 1814, alors qu'Alexandre I^{er} s'apprête à quitter Paris après avoir fait son entrée dans la capitale française le 31 mars, Talleyrand lui écrit une très longue lettre. De ce document, deux versions légèrement différentes l'une de l'autre sont parvenues jusqu'à nous. La première, publiée, figure dans les lettres et papiers du chancelier Nesselrode¹; la seconde, inédite et acquise par les Archives diplomatiques françaises en 1975, se présente sous la forme d'une minute qui, recopiée par un scribe, porte deux corrections autographes de la main de Talleyrand. Dans cette dernière version, on peut lire ainsi:

« Sire, je n'ai point vu Votre Majesté avant son départ et j'ose lui en faire un reproche dans la sincérité du plus tendre attachement. (...) Vous avez sauvé la France. Votre entrée à Paris a signalé la fin du despotisme ; quelles que soient vos muettes observations, si Vous y étiez appelé, ce que Vous avez fait, Vous le feriez encore, car Vous ne pourriez manquer à Votre gloire, quand même Vous croiriez avoir entrevu la Monarchie disposée à ressaisir un peu plus d'autorité que Vous ne le croiriez nécessaire et les Français à négliger le soin de leur indépendance. [...] N'en doutez pas, Sire, le Roi que Vous nous avez reconquis, s'il veut nous donner des institutions utiles, sera obligé, en y mêlant quelques précautions, de chercher dans son heureuse mémoire ce que nous étions autrefois, pour bien juger de ce qui nous convient. [...] Les formes, les manières de nos Souverains nous ont façonnés à notre tour, et de cette réaction mutuelle, vous verrez sortir de chez nous un mode de gouverner

¹ *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode, 1760-1850, extrait de ses archives, publiés et annotés par le comte A de Nesselrode.* Paris, A Lahure, imprimeur-éditeur, Tome V, 1813-1818, p.191-193.

et d'obéir, qui, après tout, pourrait finir par mériter le nom de constitution. [...] D'ailleurs, les principes libéraux marchent avec l'esprit du siècle ; l'esprit du siècle, s'il est déposé un moment, il faudra qu'il y revienne ; et si votre Majesté veut se fier à ma parole, je lui promets que nous aurons de la monarchie liée à la liberté, qu'elle verra les hommes de mérite accueillis et placés en France et je garantis à sa gloire le bonheur et la liberté de mon pays.(...) »²

Cet extrait est bien sûr très intéressant par la nature de l'analyse politique à laquelle se livre Talleyrand et par son vibrant plaidoyer en faveur de la monarchie. Mais il l'est aussi par l'hommage appuyé que le prince de Bénévent y rend au souverain russe, puisque selon Talleyrand, le tsar de Russie, mû par des sentiments libéraux, aurait mis « fin au despotisme » et « reconquis leur roi aux Français ». Comment expliquer cette déclaration de gratitude et, par-delà la flagornerie d'usage, quelle signification politique revêt-elle ? Quel rôle réel le tsar joua-t-il dans le retour des Bourbons sur le trône de France en 1814 ? Qu'en fut-il par la suite lors du Congrès de Vienne ? Et comment la relation nouée entre Alexandre Ier et Talleyrand évolua-t-elle au lendemain des Cent-Jours ?

Pour répondre à ces diverses questions, on s'attachera tout d'abord à cerner la nature des liens qui se sont tissés entre Alexandre Ier et Talleyrand à partir de leurs entretiens de Tilsit, et plus encore à partir de leur rencontre d'Erfurt. L'on en viendra ensuite au rôle concret joué par Alexandre Ier au printemps 1814, en osmose avec Talleyrand, ce qui explique la tonalité de la lettre citée plus haut. Enfin dans un troisième temps, l'on s'intéressera à l'année 1815 qui, dès avant les Cent-Jours, se caractérise, sous l'influence du Congrès de Vienne, par une dégradation notable de la relation des deux hommes.

² In Archives du ministère français des Affaires étrangères, *Correspondance politique France Russie*, 1814, volume n°155.

I. Talleyrand et Alexandre Ier : une complicité ancienne

En 1814, le prince de Bénévent a 60 ans et il compte sans nul doute parmi les hommes les plus admirés et les plus haïs de la France napoléonienne. Il cultive à dessein une fausse désinvolture, « s'accoutre » plus qu'il ne s'habille, affirmant ainsi sa singularité et un certain refus des conventions. Aux dires de Rémusat :

« Ordinairement sa chemise au lieu d'être rentrée dans sa culotte de soie noire tombait par-dessus et flottait comme une blouse ; et il restait assez souvent dans cet accoutrement, le chapeau sur la tête, à causer avec les assistants, parmi lesquels il y avait quelquefois des femmes. On contait qu'il avait reçu ainsi l'empereur de Russie.³ »

Sous cette allure excentrique, on le sait, se cache un homme d'Etat hors pair, aux nerfs d'acier, maniant l'esprit et l'ironie en fin lettré du XVIIIème siècle, et un négociateur machiavélique, de grand talent mais dépourvu de tout repère moral. En témoigne le savoureux portrait que dressera en 1814 dans une lettre au secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Charles de Nesselrode, Charles André Pozzo di Borgo, entré dix ans plus tôt au service diplomatique d'Alexandre Ier :

« C'est un homme qui ne ressemble à aucun autre, il gâte, il arrange, il intrigue, il gouverne de cent manières différentes par jour. Son intérêt pour les autres est proportionné au besoin qu'il en a dans le moment. Jusqu'à ses civilités qui sont des placements à usure qu'il faut payer avant la fin de la journée.⁴ »

Mais l'homme recèle des qualités intellectuelles hors norme et Napoléon ne s'y est pas trompé : il en a fait son ministre des relations extérieures entre novembre 1799 et août 1807 ; et, si par suite de leurs désaccords à partir de l'été 1807,

³ Charles de Rémusat, *Mémoires de ma vie*, tome I, *Enfance et jeunesse, la Restauration libérale, 1797-1820*. Présentés et annotés par Charles H. Pouthas. Préface de Gilbert de Coral-Rémusat, Paris, Plon, 1958, p.270-271.

⁴ Lettre de Charles-André Pozzo di Borgo, à Nesselrode, 14/26 septembre 1814 in *Correspondance diplomatique de Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie en France et du comte de Nesselrode, depuis la Restauration des Bourbons jusqu'au Congrès d'Aix la Chapelle, 1814-1818*, Paris, Calmann-Lévy 1897, p.79.

Talleyrand a perdu son ministère, il n'en est pas moins resté un proche conseiller diplomatique de Napoléon ; d'où en septembre 1808, sa présence au sommet d'Erfurt.

Talleyrand et Alexandre Ier se sont côtoyés à Tilsit un peu plus d'un an plus tôt mais c'est véritablement à partir des entretiens d'Erfurt qu'ils ont noué des liens personnels. C'est là que, de sa propre initiative, Talleyrand a commencé à approcher l'empereur de Russie, lui tenant, en aparté, des discours pour le moins surprenants pour celui qui en principe, servait les intérêts de Napoléon :

« Sire, que venez-vous faire ici ? (...) déclare ainsi Talleyrand dans une formule brillante passée à la postérité : « C'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas ; le souverain de la Russie est civilisé, son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français⁵. »

Et pour appuyer sa démonstration, Talleyrand enfonce encore le clou :

« Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont les conquêtes de la France ; le reste est la conquête de Napoléon, la France n'y tient pas⁶. »

Pour Talleyrand qui désapprouve en particulier la guerre d'Espagne, la politique expansionniste de Napoléon constitue une menace pour la sécurité et l'équilibre de l'Europe et comme telle, elle ne peut que déboucher sur une impasse. Or, à ce message sur la nécessité de contenir l'expansionnisme de l'empereur des Français, le tsar, pourtant son allié, du moins en théorie, se montre vite sensible. Et le degré de confiance qui à l'insu de Napoléon, s'installe entre son diplomate et le tsar de Russie devient tel qu'Alexandre ira jusqu'à montrer à Talleyrand le projet final de la convention « secrète » d'Erfurt alors en négociation afin de solliciter son avis. De même, quand Napoléon fera part à Talleyrand de son intention de divorcer de

⁵ Cité in Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*, Paris, Fayard, 2003, p.390.

⁶ *Idem.*

Joséphine et de demander en mariage une des sœurs d'Alexandre Ier, le prince, hostile au projet, en informe aussitôt le tsar qui, partageant ses réserves, s'empresse à son retour en Russie de marier sa sœur Catherine à Georges d'Oldenbourg...

Si l'estime est mutuelle et réelle, elle n'est pas pour autant synonyme de confiance absolue: en privé, le prince de Bénévent continue de se défier des « Barbares du nord » et, à l'alliance franco-russe, il préfère l'alliance franco-autrichienne. Quant à Alexandre Ier, tout en appréciant les analyses et les qualités intellectuelles de Talleyrand, il est agacé par son avidité : au lendemain d'Erfurt, c'est en effet en lettres de change établies à son nom que le prince cherche à monnayer les informations qu'il fait parvenir au tsar, -non pas par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Russie, mais pour plus de discrétion, par l'intermédiaire de Nesselrode, alors jeune diplomate, conseiller d'ambassade à Paris. En plusieurs occasions, et les archives russes le montrent bien, la cupidité de Talleyrand, irritant le tsar, se heurtera à une fin de non-recevoir ; mais en dépit de ces bémols, le contact entre les deux hommes se maintiendra jusqu'en octobre 1811, toujours via Nesselrode. Bientôt, la dégradation des relations franco-russes puis leur rupture dans le contexte de la campagne de Russie de 1812⁷ mettent un terme à ces contacts privilégiés ; mais en 1814, alors qu'Alexandre Ier, à la tête des troupes coalisées, se rapproche de Paris⁸, ces contacts ne tardent pas à reprendre.

II. Une relation privilégiée qui joue un rôle clef en 1814

Au printemps 1814, Talleyrand, membre du Conseil de Régence, habilement resté à Paris quand beaucoup sont partis, s'apprête à jouer un rôle clef et à profiter des circonstances pour faire avancer autant ses intérêts que les idées auxquelles il croit. Car en dépit de son cynisme et de sa vénalité, Talleyrand n'en

⁷ Pour une vue d'ensemble de la campagne de Russie, voir Marie-Pierre Rey, *L'effroyable tragédie, une nouvelle histoire de la campagne de Russie*, Paris, Flammarion, 2012 et Champs Flammarion (poche) 2014,

⁸ Sur le rôle des Russes et d'Alexandre Ier dans la campagne de France, voir Marie-Pierre Rey, *1814, un Tsar à Paris*, Paris, Flammarion, 2014, passim.

demeure pas moins un homme attaché à certains principes, et si l'on peut oser cette formule, à quelques convictions. La première c'est son libéralisme : enfant des Lumières et de la Révolution française, Talleyrand n'a jamais renié son attachement aux libertés et au parlementarisme à l'anglaise. Il est resté profondément libéral et dès le début de l'année 1814, il entrevoit la possibilité de profiter de la chute de Napoléon pour rétablir les libertés confisquées sous l'Empire et instituer ainsi un système parlementaire. Mais sur la nature du régime politique à instituer, Talleyrand n'a pas encore de conviction arrêtée : faudra-t-il favoriser le retour de l'héritier légitime des Bourbons ? Se prononcer en faveur du duc d'Orléans, représentant de la branche cadette et régicide ? Ou chercher à promouvoir la régence de Marie-Louise au profit du roi de Rome ? A cette date, comme l'a bien montré Emmanuel de Waresquiel dans sa magistrale biographie, il hésite, il s'interroge encore sur le meilleur parti à prendre et il s'inquiète aussi de son propre avenir : le roi et son proche entourage pourraient ne pas lui pardonner son engagement anticlérical ...

La seconde de ses convictions, c'est son attachement à l'équilibre international car libéral sur le plan intérieur, Talleyrand est sur le plan international, viscéralement hostile à la « diplomatie de l'épée⁹ » et partisan d'un système européen qui, fait d'équilibre et de consensus entre les Etats, refuse toute hégémonie d'un Etat sur autre.

Or, cet attachement au libéralisme comme sa volonté de promouvoir la notion d'équilibre européen font écho à des thèses auxquels le tsar Alexandre, en digne enfant des Lumières éduqué par Frédéric-César de Laharpe, est lui-même alors attaché. En pleine campagne de France, le tsar rêve d'une Europe en paix avec elle-même, qu'il s'agira de refonder selon trois principes : le principe d'équilibre qu'Alexandre défend depuis novembre 1804 date à laquelle il a décidé de rejoindre la coalition anti-napoléonienne, le principe de fraternité chrétienne qu'il tente de promouvoir depuis sa conversion spirituelle de la fin 1812 et qui s'incarnera dans la Sainte Alliance, et le principe libéral présent

⁹ Selon sa propre expression, cité par Emmanuel de Waresquiel, *ibidem*, p.276.

dans sa réflexion politique depuis ses années de jeunesse¹⁰. Connues et appréciées de Talleyrand, ce sont les dispositions libérales du tsar autant que son attachement aux idées d'équilibre international et de paix qui vont précisément, début mars 1814, pousser le prince de Bénévent à rétablir le contact avec le souverain russe.

Le 11 mars, Talleyrand décide d'envoyer à Châtillon, auprès du tsar et de Nesselrode promu depuis peu secrétaire d'Etat, un émissaire secret et les encourager à marcher le plus vite possible sur Paris afin de faire tomber le régime napoléonien. Mais, entreprise par un homme qui, au moins sur le papier, est toujours membre du conseil de Régence, cette démarche ne va pas sans risque et la prudence, chez Talleyrand, est une seconde nature. D'où les précautions quelque peu rocambolesques dont le prince s'entoure pour entrer en contact avec l'entourage du tsar : son écriture étant connue et aisément identifiable, le prince de Bénévent recourt à la plume de Dalberg ; pour plus de sécurité encore, il ordonne que le message soit écrit à l'encre sympathique ; enfin, il le fait acheminer par l'intermédiaire du baron de Vitrolles, un monarchiste convaincu rentré en France grâce à l'amnistie consulaire et devenu ensuite inspecteur des Bergeries impériales. Le 11 mars, l'émissaire parvient à Châtillon, s'entretient avec Metternich et Nesselrode et remet à ce dernier le fameux billet où il est écrit :

« L'homme qui vous remettra ceci mérite toute confiance. Ecoutez-le et reconnaissez-moi. Il est temps d'être clair : vous marchez sur des béquilles ; servez-vous donc de vos jambes et veuillez ce que vous pouvez.¹¹ »

Que ce billet sibyllin ait eu une influence réelle sur les coalisés en les encourageant à se porter au plus vite sur Paris n'est pas douteux, et Nesselrode lui-même, une fois à Paris, confiera à la comtesse de Boigne « en sortant de son portefeuille

¹⁰ Voir Marie-Pierre Rey, *Alexandre Ier, op.cit.*, chapitres 2 et 3.

¹¹ Cité par Henry Houssaye, *1814*, Paris, Perrin, 1888, p.440.

un très petit morceau de papier déchiré et chiffonné », que c'est sur ce document qu'avait été « hasardée la marche sur Paris¹²».

18 jours plus tard, alors que Paris s'est rendu au lendemain de la terrible bataille pour Paris, Talleyrand est chez Marmont pour l'enjoindre de signer au plus vite la capitulation; il y rencontre Orlov, l'émissaire d'Alexandre Ier et « avec une espèce de solennité¹³», le charge de « porter aux pieds de Sa Majesté l'Empereur de Russie l'expression du profond respect du Prince de Bénévent¹⁴». Ce moment est important : convaincu qu'Alexandre Ier sera amené à jouer un rôle clef dans les prochains jours, Talleyrand tend la main au tsar, lequel va lui-même répondre favorablement à cette sollicitation. En effet, le 31 au petit matin, alors qu'il est sur le point de faire son entrée dans Paris, Alexandre délègue Nesselrode auprès de Talleyrand pour qu'ils étudient ensemble « les premières mesures à prendre¹⁵». Les retrouvailles donnent lieu à une scène cocasse, rapportée par Nesselrode dans ses mémoires:

« Monsieur de Talleyrand était à sa toilette. Il se précipita, à demi coiffé, à ma rencontre, se jeta dans mes bras et me couvrit de poudre.¹⁶ »

Au fil de ce premier entretien, Talleyrand évoque déjà l'option monarchiste, mais Nesselrode, dont la mission est exploratoire, se contente de se prononcer en faveur de la constitution d'un « gouvernement sage ». Dans l'après-midi, après le défilé des troupes coalisées et leur entrée dans Paris, Alexandre Ier rejoint Nesselrode rue Saint-Florentin pour une séance de travail à laquelle participent aussi le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg. Durant ce conseil, Talleyrand

¹² *Récits d'une tante : mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond. Tome I : Versailles, L'Emigration. L'Empire, la Restauration de 1814*, publiés intégralement d'après le manuscrit original. Paris, Ed. Paul. 1921-1923, Quatrième Partie, la Restauration de 1814, p.303-304.

¹³ Archives militaires de l'Etat russe, RGVIA, fonds 846, opis 16, delo 4134 : « La Capitulation de Paris en 1814, extraits des mémoires inédits de Mikhaïl Orlov ».

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ Cf Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*, op.cit., p.442.

¹⁶ Cité par Raymond de Ponfilly, in *Le guide des Russes en France*, Paris, Horay, 1992, p.36.

intervient pour promouvoir, non pas le retour pur et simple à l'ordre ancien, mais l'instauration de la monarchie des Bourbons, sur la base d'un texte constitutionnel et pour rassurer le tsar, attaché à ne pas priver les Français d'un régime libéral, il insiste sur le fait que l'instauration de la constitution devra précéder le retour du roi. A cette idée, Alexandre donne son accord et le 7 avril, quelques jours après l'abdication de Napoléon, une constitution libérale est promulguée avec son soutien. Elle affirme des droits politiques essentiels et précise que « Le peuple français appelle [et non rappelle] librement au trône Louis Stanislas Xavier de France et que le roi sera proclamé « roi des Français ». Toutefois, ce triomphe des idées libérales sera de courte durée car de ce programme politique, les monarchistes qui entourent l'héritier du trône de France, ne veulent pas. Le tsar s'en montre agacé et le 1er mai à Compiègne sa rencontre avec Louis XVIII se déroule dans une atmosphère glaciale. Toutefois, si la déclaration de Saint-Ouen du 2 mai fait de « Louis » le roi de France et de Navarre » par la grâce de Dieu et non « le roi des Français » par la volonté du peuple et si la constitution du 7 avril est désavouée, dans le même temps, elle précise aussi « qu'après avoir lu attentivement le plan de constitution projeté par le Sénat (...) nous avons reconnu que les bases en étaient bonnes. » Cette dernière mention est évidemment importante: elle atteste en effet que si début mai, « le roi de France est de retour », néanmoins la monarchie que les Bourbons s'approprient à restaurer n'est plus de droit divin et que le roi a bien accepté de garantir à la population un certain nombre de droits politiques et de libertés publiques : de ce point de vue, au moins, le combat conjointement mené par le tsar de Russie et par Talleyrand et leur entente auront porté leurs fruits; de même, dans la négociation du 1er traité de Paris de mai 1814, Alexandre Ier, toujours au nom de l'équilibre des Etats européens entre eux, aura à cœur, comme Talleyrand, d'éviter à la France vaincue des conditions trop dures, d'où le retour aux frontières de 1792 (et non de 1790) et l'absence d'indemnité de guerre. Toutefois, dans les mois qui suivent, et en particulier dans le contexte du Congrès de Vienne, les relations des deux hommes vont se

dégrader et entrer dans une phase de défiance dont elles ne se départiront plus.

III. Vers la rupture.

Tout change en effet avec le Congrès de Vienne. Au Congrès, Talleyrand, on le sait, arrive en vaincu, dans une position difficile dont il va peu à peu s'extirper, permettant à la France de peser dans les débats cruciaux qui s'engagent. Parmi les questions débattues, il y a avant tout la question de la Pologne et celle de la Saxe. Or sur la question polonaise, Alexandre Ier se montre de plus en plus intransigeant : à ses yeux, le prix payé par la Russie (les 300 000 morts et blessés de la campagne de Russie, et son engagement sans faille dans la campagne d'Allemagne puis de France) lui valent un droit particulier sur la Pologne. Il réclame donc que le duché de Varsovie, agrandi des territoires attribués à la Prusse et à l'Autriche lors des derniers partages, forme un Etat dont il serait le souverain. « J'ai conquis le duché, et je dispose de 480 000 soldats pour le défendre » déclare-t-il ainsi. De même, considérant que le roi de Saxe a trahi les intérêts de l'Europe, il est favorable à son annexion partielle par la Prusse. Or sur ces deux dossiers, Talleyrand affiche des positions différentes : il se montre soucieux de préserver l'indépendance de la Saxe au nom de l'équilibre européen et sur la question polonaise, il se prononce soit en faveur du rétablissement d'une Pologne indépendante dans ses frontières d'avant les partages soit en faveur d'une Pologne sous tutelle russe mais réduite au duché de Varsovie. Mais Alexandre Ier ne veut d'aucune de ces deux solutions. A Vienne le tsar et le prince se verront et échangeront, en particulier le 31 septembre puis le 15 novembre. Le 31 septembre, alors qu'ils échangent sur l'avenir du roi de Saxe auquel Alexandre reproche d'avoir trahi les intérêts des Européens tout en restant l'allié de Napoléon, Talleyrand, rappelant tacitement et non moins insolemment l'alliance de Tilsit aura sa réplique restée fameuse sur la trahison « Sire, elle n'est qu'une question de date » mais ce bon mot, qui ne pouvait que mécontenter le tsar, ne le rend pas plus accommodant. A

Vienne, Alexandre mène grand train, entouré de ses ministres, de ses conseillers, des membres de sa famille dont sa sœur Catherine et de ses multiples conquêtes, mais il ne lâche rien sur le plan politique au point que les tensions se multiplient et que la guerre semble se rapprocher. Son aide de camp, Alexandre Mikhaïlovski-Danilevski en témoigne en consignait dans son journal intime une chanson alors en vogue à Vienne :

« Mes amis, vive la danse,
Si nous lui devons la paix,
Pour que de cette danse
Nous ne fassions pas les frais.
Mais si tout l'hiver on danse,
Il se pourrait bien, dit-on,
Qu'au printemps on entre en danse
Au son bruyant du canon. » (...)¹⁷

Or, de ces divergences croissantes entre Alexandre Ier et ses alliés, Talleyrand va habilement profiter à l'hiver 1814. Alors que les tensions se font de plus en plus vives entre les coalisés, Talleyrand se rapproche de Metternich et de Castlereagh, tous deux inquiets des revendications russes et de l'influence grandissante de la Russie en Europe et le 3 janvier 1815, il parvient à conclure avec eux, un traité d'alliance défensive. Par ce traité, France, Autriche et Grande-Bretagne se promettent assistance militaire et quelques jours plus tard, consécration pour Talleyrand, la France est définitivement admise à siéger à Vienne au comité des 4 devenu comité des 5. Pour le prince, c'est évidemment l'heure de gloire et la signature du traité, un coup diplomatique brillant.

A cette date, Alexandre Ier ignore encore tout de la signature du traité. Sa relation avec Talleyrand reste encore cordiale et en définitive, dans les semaines qui suivent, l'accord auquel en février le tsar consent sur la Pologne reflète assez largement les positions des coalisés et du prince de Bénévent ;

¹⁷ Aleksandr Mihailovskij-Danilevskij, *Memuary, 1814-1815*, Sankt-Peterburg, (éditions de la Bibliothèque nationale) 2001, p.144. (la chanson est en français dans le journal)

l'empire russe conserve en effet la majeure partie du duché de Varsovie (sous la forme d'un royaume qui lui est uni dynastiquement) ce qui lui permet de contrôler Varsovie et le bassin central de la Vistule ; mais il doit céder les régions du nord-ouest dont celle de Poznan et de Kalitch à la Prusse et la Galicie occidentale à l'Autriche, tandis que Cracovie devient une ville libre. En février, l'apaisement semble donc l'avoir emporté mais les Cent-Jours vont radicalement changer la donne.

En effet, Napoléon revenu au pouvoir, Alexandre est aussitôt informé de la signature du traité de janvier 1815. Il est à la fois furieux et blessé de la trahison morale de Talleyrand et par ricochet, de celle de Louis XVIII. Certes, à court terme, cette trahison ne remet pas en cause sa volonté d'en finir avec Napoléon et Alexandre se montrera, à l'unisson des coalisés, décidé à déclarer Napoléon hors la loi. Mais à plus long terme, en revanche, cette trahison sera lourde de conséquence et désormais c'en sera terminé de l'ancienne complicité du tsar et de Talleyrand.

Revenu à Paris en juillet 1815 pour les négociations du second traité de Paris, Alexandre ne logera plus, cette fois, rue Saint-Florentin ; durant son second séjour à Paris (où il lance d'ailleurs son projet de Sainte Alliance et mène une vie beaucoup moins mondaine qu'en 1814), il se montre froid et distant à l'égard de Talleyrand et il a sans doute, déjà en tête, le dessein de l'écarter des affaires. A la mi-septembre, alors que les négociations du second traité de Paris sont difficiles et que Louis XVIII a plus que jamais besoin du soutien russe, le tsar lui suggère de renvoyer Talleyrand et de le remplacer par un homme plus scrupuleux, et plus honnête, le duc de Richelieu, ancien gouverneur général d'Odessa, en qui il a toute confiance. Dix jours plus tard, Louis XVIII obtempère et le 26 septembre, le duc de Richelieu, « l'homme de France qui connaît le mieux la Crimée » selon le trait perfide de Talleyrand, devient chef du gouvernement tandis que le prince est nommé grand chambellan. Honorifique, cette position est aussi lucrative ce qui atteste la reconnaissance de Louis XVIII pour les services diplomatiques rendus mais l'heure est bien à la disgrâce. Dans le même temps, fidèle à sa promesse, Alexandre Ier s'efforcera au mieux de

Alexandre Ier et Talleyrand de Tilsit au Congrès de Vienne, retour sur une relation complexe

limiter l'ampleur de la catastrophe annoncée que constitue le second traité de Paris, mais le pays n'est pas moins ramené à ses frontières de 1790, et contraint de payer une lourde indemnité de guerre et de subir durant cinq ans l'occupation d'une armée coalisée de 150 000 hommes : en 1815, la marge de manœuvre du tsar, auquel ses alliés reprochent d'avoir péché par naïveté à l'égard de Napoléon s'avère bien moindre qu'un an auparavant.

Ainsi, évoluant dans le temps, la relation qui s'établit peu à peu entre Alexandre Ier et Talleyrand s'avéra une relation complexe et ambiguë, à la mesure de ces deux personnalités, elles-mêmes complexes et ambiguës mais elle joua un rôle important à un moment clef de l'histoire de la France et de l'Europe et à ce titre, elle mérite toute l'attention des historiens.

